

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

Marché public global sectoriel relatif à la conception et à la
réalisation de

Travaux d'adaptation des installations de CVC et
plomberie au régime de chaleur par géothermie dans le
cadre de la réhabilitation de l'ex-CJD de FLEURY (91)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

18 / 08 / 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 – Mode de consultation.....	4
2.3 – Organisation de la personne publique.....	4
2.4 – Liste des pièces de la consultation	4
2.5 – Variantes	5
2.6 – Evolution de la composition des groupements candidats	5
2.7 – Délai de validité des offres.....	5
2.8 – Compléments d’information.....	5
2.9 – Modifications de détail au dossier de consultation	5
2.10 Accès au dossier technique – conditions particulières liées à la sécurité et à la confidentialité	5
2.11 – Conditions de participation des candidats	6
2.12 – Visite de site obligatoire en phase consultation	6
ARTICLE 3 – ELEMENTS DE CADRAGE	7
3.2 – Enveloppe financière prévisionnelle.....	7
3.3 – Délais de réalisation du projet	7
ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
4.1 Dossier de candidature	7
4.2 – Délais de réalisation du projet	9
ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES ET NEGOCIATIONS.....	11
5.1- Jugement des offres	12
5.2 – Négociation.....	12
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
ARTICLE 7 - CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	13
7.1 – Langue devant être utilisée.....	13
7.2 – Unité monétaire utilisée.....	13
7.4 – Modalités et date limite de remise des offres.....	14
7.5 – Assurance et frais de transport.....	16
ARTICLE 8. DROIT D'EXPOSITION – PROPRIETE INTELLECTUELLE	16
ARTICLE 9 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D’ATTRIBUER LE MARCHE	16
ARTICLE 10. APPROBATION DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	17

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'un marché global sectoriel, en application de l'article L2171-4 du code de la commande publique.

Il a pour objet la conception et la réalisation de travaux d'adaptation des installations de CVC et plomberie au réseau de chaleur par géothermie dans le cadre de la réhabilitation de l'ex-CJD de FLEURY (91). L'ancien centre des jeunes détenus (CJD) de Fleury-Mérogis (91) a récemment fait l'objet de travaux de réhabilitation. Il est desservi par un réseau de chauffage urbain dont les régimes de fonctionnement ont substantiellement évolué au cours des travaux. Il est donc désormais nécessaire de réaliser des travaux d'adaptation des installations CVC (réseau secondaire et terminaux) du bâtiment, afin de les mettre en cohérence avec les performances constatées du réseau primaire.

La description de l'ensemble de l'opération pénitentiaire, des ouvrages et de leurs composantes techniques est précisée dans B. le programme et C. le dossier de site du dossier de consultation.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, le programme, le dossier de site et l'annexe 3 du règlement de consultation relatif au rapport d'étude de dimensionnement et raccordement des installations CVC au régime de chaleur par géothermie réalisé par le bureau d'étude CBT'herm, ne sont pas mis à disposition dans le dossier de consultation téléchargeable librement. Ils seront remis qu'aux seuls candidats qui en feront expressément la demande en phase consultation conformément à l'article 2.10 du présent Règlement de consultation.

Seulement, le rapport d'étude de dimensionnement et raccordement des installations CVC au régime de chaleur par géothermie réalisé par le bureau d'étude CBT'herm, missionné par l'APIJ, peut être consulté librement dans le dossier de consultation. Il est à noter que ce rapport et ses annexes n'ont pas de valeur prescriptive. Il est porté à la connaissance des candidats à titre indicatif pour donner des indications sur les travaux d'adaptation identifiés par le bureau d'étude CBT'herm.

L'ensemble des prestations est précisé dans le dossier de consultation relatif au présent marché.

Les prestations comportent 6 missions dont le contenu est précisé à l'annexe 1 du CCAP.

Les missions sont les suivantes :

M1 - Conception détaillée (AVP/APD/ PRO)

M2 - EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse

M3 - VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux

M4 - TRVX – Réalisation des travaux

M5 - AOR – Assistance aux opérations de réception

M6 – GPA – Suivi de la GPA

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Mode de consultation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée ouverte en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la commande publique.

2.3 – Organisation de la personne publique

Dans le cadre des travaux de parachèvement, l'APIJ a été chargée par le ministère de la Justice de conduire la procédure de consultation en vue de la réalisation des travaux d'adaptation des installations de CVC-plomberie du QCD de Fleury-Mérogis (réseau secondaire) pour convenir au régime de chaleur par géothermie qui alimente l'ensemble du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (réseau primaire).

Pendant le déroulement de la procédure, l'autorité administrative compétente est l'APIJ.

2.4 – Liste des pièces de la consultation

A- Pièces administratives

- le règlement de consultation et ses annexes :
 - Annexe 1 : Cadre de réponse candidature
 - Annexe 2 : Charte de confidentialité
 - Annexe 3 : Rapport d'étude de dimensionnement et raccordement des installations CVC au régime de chaleur par géothermie réalisé par le bureau d'étude CBT'herm. Cette annexe sera remise qu'aux seuls candidats qui en feront expressément la demande en phase consultation conformément à l'article 2.10 du présent Règlement de consultation
- l'acte d'engagement avec ses annexes :
 - annexe 1 : la répartition du prix forfaitaire par mission et par cotraitant
 - annexe 2 : l'acte spécial de sous-traitance,
 - annexe 3 : la part affectée aux petites et moyennes entreprises ou artisans
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - annexe 1 : définition des prestations relatives à l'exécution du marché
 - annexe 2 : contraintes d'accès et modalités de fonctionnement du chantier
 - annexe 3 : l'exécution du marché à des PME ou artisans
 - annexe 4 : Schéma contrôle qualité type et note méthodologique associée

B- Programme

- B.1 Programme fonctionnel
- B.2 Programme technique et ses annexes

C- Dossier de site

- C1 les DOE CVC et Plomberie
- C2 la STD phase PRO du marché de Conception réalisation en cours d'exécution par le Groupement VINCI.

2.5 – Variantes

Variantes autorisées : NON

2.6 – Evolution de la composition des groupements candidats

La composition des groupements ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf dans les cas et selon les modalités prévues par l'article R.2142-26 du Code de la commande publique.

2.7 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement.

2.8 - Compléments d'information

Les candidats ont la possibilité de solliciter par écrit les précisions complémentaires que l'examen du dossier de consultation appellerait de leur part (voir articles 2.10 et 6 du présent règlement de consultation).

2.9 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10 Accès au dossier technique – conditions particulières liées à la sécurité et à la confidentialité

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, le programme (Dossier B), le dossier de site (Dossier C) et l'annexe 3 du règlement de consultation relatif au rapport d'étude de dimensionnement et raccordement des installations CVC au régime de chaleur par géothermie réalisé par le bureau d'étude CBT'herm ne seront pas mis à disposition dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) téléchargeable librement.

Les candidats souhaitant en obtenir communication devront en faire expressément la demande via la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

La transmission du programme et du dossier de site sera subordonnée à la réception, par l'intermédiaire de la plateforme PLACE, de la charte de confidentialité dûment signée par la personne habilitée à engager le candidat. Cette charte figure en annexe au présent Règlement de Consultation.

Aucune suite ne sera donnée à une demande de communication incomplète ou transmise par un autre canal.

2.11 – Conditions de participation des candidats

En cas de groupement, le pouvoir adjudicateur permet :

- Le groupement solidaire ;
- Le groupement conjoint avec mandataire solidaire ;

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Ce groupement est composé au minimum des cotraitants suivants : d'un bureau d'études techniques et d'une entreprise de travaux, cette dernière étant mandataire du groupement.

Le groupement devra par ailleurs inclure (en cotraitant ou en sous-traitant) une entreprise en capacité de réaliser des travaux de CVC/plomberie.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.12 – Visite de site obligatoire en phase consultation

L'APIJ invite chaque candidat à participer à une visite obligatoire de l'établissement pénitentiaire QCD Fleury-Mérogis, qui s'organisera la semaine du 28 juillet au 1^{er} août 2025. Le pouvoir adjudicateur en précisera les modalités aux candidats qui devront en faire expressément la demande via la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>). Une attestation de visite sera remise aux candidats. Cette dernière devra être remise remettre dans l'offre.

Pour chaque visite, les pièces d'identité du personnel du groupement candidat intervenant dans l'établissement doivent être communiquées à l'administration pénitentiaire au minimum une semaine en amont de l'intervention. Le personnel intervenant doit être muni d'une pièce d'identité pour accéder à l'établissement. Les téléphones portables et autres équipements numériques nécessaires pour l'intervention sont autorisés sur le site. Ces appareils sont décrits (marque ; numéro de série ou numéro IMEI) en même temps que l'envoi de la copie de la pièce d'identité. Ils sont donc associés à une personne.

Le soumissionnaire est réputé, avant la remise de son offre avoir procédé à une visite détaillée du site et apprécié toutes les sujétions résultant (sans que la liste soit exhaustive) :

- De la configuration des abords et des accès ;
- De la présence de bâtiments contigus et/ou avoisinants ;
- Des réseaux enterrés ;
- De la proximité ou de l'éloignement de centres de stockage ou de filières pour l'évacuation ou la valorisation des déchets ;
- Des possibilités ou non de stockage provisoire, de tri ou de recyclage des déchets sur le site ;
- Des possibilités d'installations des protections pour les travaux de démolition.

ARTICLE 3 – ELEMENTS DE CADRAGE

3.2 – Enveloppe financière prévisionnelle

L'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le pouvoir adjudicateur pour le présent marché est comprise entre 500 000 (cinq cent mille) et 750 000 (sept cent cinquante mille) d'euros hors taxe en mois de valeur août 2025.

3.3 – Délais de réalisation du projet

La durée estimée pour l'exécution des missions M2 à M4 (réalisation des travaux) est de 1,5 mois, dont préparation des travaux, et de 1 mois pour l'exécution de la mission M1 (études de conception), comprenant les délais de validation par le maître d'ouvrage. Ces délais sont mentionnés à titre indicatif. Le candidat devra indiquer les délais qu'il propose à l'article 6.1 de l'acte d'engagement.

Il est à noter que le pouvoir adjudicateur fixe un objectif de réception des ouvrages avant la fin de l'année 2025. Les candidats devront se conformer à cet objectif calendaire de réalisation du projet dans leurs délais.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

4.1 Dossier de candidature

Ce dossier devra renseigner sur la :

Situation juridique du candidat

1. Une **lettre de candidature** complétée, avec la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 01/04/2019) ;

2. Si le **candidat est en redressement judiciaire** au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités financières

3. Une **déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché**, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 version du 01/04/2019).

Les candidats sont également invités à compléter l'annexe 1 au présent RC Cadre de réponse candidature.

Capacités professionnelles et techniques

4. Les **effectifs moyens annuels** du candidat pour chacune des trois dernières années.

Les candidats sont également invités à compléter l'annexe 1 au présent RC Cadre de réponse candidature.

5. Indication des **titres d'études et professionnels**, des cadres et responsables de prestation de même nature que celle du présent marché.
6. Une **liste de 3 références** de moins de trois ans significatives et appropriées à l'objet de la présente consultation ou à un objet d'importance et de complexité comparable.

Pour chaque référence, le candidat précisera **dans l'annexe 1 au présent RC « Cadre de réponse candidature » prévu à cet effet :**

- Nature/objet de l'opération
- identification du maître d'ouvrage (dénomination complète avec coordonnées)
- Localisation
- surfaces
- calendrier de l'opération et date de livraison
- montant en euros (H.T.) des travaux
- montant en euros (H.T.) de la mission réalisée

Les prestations les plus importantes pourront utilement être appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations réalisées, précisant si elles ont été menées régulièrement à bonne fin. Toute documentation commerciale est proscrite.

Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles chacun sur le site Internet « <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> », « Commande publique », « Les formulaires ».

4.2 – Délais de réalisation du projet

Un projet de marché comprenant :

1. L'acte d'engagement complété et signée, accompagné de ses annexes :

Annexe 1 : Répartition des paiements par éléments de mission et par cotraitants. Tous les frais y compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre.

Annexe 2 : Formulaire d'agrément des sous-traitants

Annexe 3 : Part affectée aux petites et moyennes entreprises ou artisans

2. La **Décomposition du Prix Forfaitaire (DPGF) travaux, complétée, cadre à accepter sans modifications, au format Excel et pdf. Il s'agira de présenter les coûts détaillés avec éléments suivants « Désignation », « Marque et type », « U » (unité) », « P.U. » (prix unitaire), « Quantité » et « P.T. » (prix total de l'élément) ;**

3. Un mémoire technique portant sur :

3.1 Une note de présentation de la composition du candidat détaillant l'organisation retenue pour assurer la prestation en phase conception, réalisation et OPR :

- La liste nominative sous forme d'organigramme, des différents intervenants, y compris les spécialistes, qui seront affectés à l'exécution du marché, au regard des spécificités de l'opération ;
- La présentation de leur curriculum vitae présentant notamment leurs expériences et leurs références respectives (conception-réalisation et site occupé notamment). Cette liste doit reprendre exactement les personnels qui seront affectés à l'exécution du marché ;
- Les tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, et la répartition des compétences spécifiques au sein des différents intervenants au regard des spécificités de l'opération.
- **Une présentation de la mission de maîtrise d'œuvre** et de son organisation en phase conception et en phase réalisation. La note s'attachera par ailleurs à décrire les modalités

d'organisation permettant d'assurer l'implication renforcée de la maîtrise d'œuvre technique tant pour l'élaboration de la conception que pour le suivi/contrôle de la réalisation et le pilotage des opérations préalables à la réception.

- **Une présentation des prestataires non-membres du groupement** qui seraient amenés à intervenir de façon significative en vue de l'exécution du marché et de leurs compétences au regard des objectifs fixés dans le marché.

Le pouvoir adjudicateur accorde une grande importance aux compétences et à la qualité des prestations en phase exécution de l'entreprise en charge du domaine de CVC plomberie au regard des enjeux et d'objectif de résultat sur les travaux d'adaptation des installations CVC/Plomberie conditionnant la mise en service de l'établissement pénitentiaire dans les délais fixé par le pouvoir adjudicateur.

3.2 Une note sur la **méthodologie** adoptée en vue d'assurer les prestations de chacune des missions comportant :

- Le principe général des interventions proposées par le candidat sur les installations pour convenir au régime de chaleur par géothermie, à la loi de chauffe et ainsi atteindre les performances du programme pour les systèmes CVC et eau chaude sanitaire du bâtiment tripale du QCD de Fleury-Mérogis. Le candidat indiquera notamment les travaux et réglages qu'il juge nécessaire de réaliser sur les réseaux, les équipements et organes (y compris terminaux) pour atteindre les performances requises ;
- La description détaillée de l'ensemble des interventions prévues par le candidat convenir au régime de chaleur par géothermie, à la loi de chauffe et atteindre les performances du programme pour les systèmes CVC et eau chaude sanitaire du bâtiment tripale du QCD de Fleury-Mérogis. Dans cette partie, le candidat décrira de manière détaillée avec des schémas de principes :
 - Les interventions et solutions techniques proposées par le candidat pour respecter les objectifs du programme, inclus les interventions dans les locaux techniques (y compris si besoin ceux situés en dehors du bâtiment tripale), avec identification des travaux jugés sensibles
 - Les travaux et actions d'adaptation proposés sur les réseaux (eau chaude, eau froide, aérauliques, hydrauliques, etc.)
 - Les remplacements, modifications ou adaptations proposés sur les équipements (ballons, pompes, CTA, etc.)
 - Les remplacements, modifications ou adaptations proposés sur les organes divers du système, terminaux compris (mitigeurs, prestos, etc.)
 - Les fiches ou documentations techniques des matériaux, produits ou équipements proposés (pour l'ensemble des lots : marques, modèles, catégorie, caractéristiques, etc.)
 - la **charte Chantier faibles nuisances** (pièce annexe du programme technique), remplie et signée.

4. Le calendrier

Les candidats présenteront un calendrier prévisionnel d'exécution avec :

- la date de démarrage et de fin de chacune des missions du projet (conception détaillée incluse) ;
- les dates de démarrage et de fin des travaux, ainsi que les dates de démarrage et de fin des principales phases et composantes de ces travaux, en incluant les dates des jalons intermédiaires importants dont les délais fournisseurs ;
- Les dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement aux différents réseaux de concessionnaires ou d'autres travaux ou prestations à la charge d'autres prestataires et conditionnant la bonne réalisation de l'ouvrage ;
- les dates des principales opérations de contrôle de la qualité ;
- Les dates de démarrages et de fin des OPR, avec les dates des principaux tests et essais ;

Le pouvoir adjudicateur accorde une grande importance aux enjeux relatifs à la qualité des prestations de conception et réalisation faisant l'objet du présent marché. Le calendrier présenté doit être compatible avec cette ambition et doit intégrer les démarches qualité portées par le candidat (procédures propres au groupement et éléments présentés dans la note de principe sur le schéma de contrôle de la qualité rendue dans l'offre).

5. Le SCQ

Le **schéma de contrôle qualité spécifique élaboré par le titulaire au stade de l'offre**, intégrant notamment le schéma de contrôle qualité élaboré par l'APIJ sur la base des retours d'expériences du maître d'ouvrage, puis mis à jour par le titulaire à l'issue de chacune des phases de conception. Il deviendra définitif lors de l'approbation de la mission de conception détaillée. Chaque mise à jour du schéma de contrôle qualité devra être contresignée par le maître d'œuvre.

6. L'attestation de visite obligatoire

ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES ET NEGOCIATIONS

5.1- Jugement des offres

Le candidat choisi comme attributaire du marché sera celui ayant soumis l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères pondérés suivants (la pondération est indiquée entre parenthèses) :

1. **la valeur prix (40%)** appréciée au regard du montant du prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement.
2. **la valeur technique (55%)**, appréciée notamment au regard :
 - a. De la qualité et de la pertinence des interventions (notamment travaux) proposées par le titulaire pour répondre aux exigences du programme et atteindre ses objectifs de performance telle qu'elle résulte du mémoire technique (30%) ;
 - b. De la qualité et de la pertinence de l'organisation opérationnelle : notamment l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution des missions ainsi que la répartition des tâches entre les différents intervenants, en tenant compte des contraintes, notamment du fait que le site est sous la garde de l'administration pénitentiaire telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique (15%) ;
 - c. Du processus qualité mis en place, et des moyens mis en œuvre pour y répondre **(5%)** ; Du délai global d'exécution qui s'entend comme la somme des délais fixés par le candidat dans son offre pour la phase conception et la phase réalisation permettant de tenir l'objectif de réception avant la fin de l'année 2025 fixé par le pouvoir adjudicateur **(5%)** ;
3. **La part minimale de l'exécution du marché que le candidat s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans étant entendu que cette part ne peut être inférieure à 20% du montant du marché conformément aux articles L. 2171-8 et R. 2171-23 du Code de la commande publique (5%)**

5.2 – Négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles (sur le prix et/ou sur la valeur technique) avec tous les candidats en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la remise des offres, une demande écrite par voie dématérialisée sur le profil acheteur sur le site PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2811063&orgAcronyme=d3f>

Une réponse sera alors adressée à tous les concurrents.

Si, pendant phase de consultation, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

7.1 – Langue devant être utilisée

Les rendus et offres des candidats ainsi que toute correspondance éventuelle avec l'APIJ doivent être rédigées exclusivement en français. Les réunions seront également conduites exclusivement en français.

7.2 – Unité monétaire utilisée

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

7.4 – Modalités et date limite de remise des offres

Transmission électronique du pli

Les candidats ont l'obligation de déposer leur pli sous forme dématérialisée sur le site PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2811063&orgAcronyme=d3f>

Ils doivent, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus. Les soumissionnaires sont invités à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que son offre ne soit pas trop volumineuse.

Signature électronique

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont énumérées sur les listes de confiance, disponibles sur le site de l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information).

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

Transmission de la copie de sauvegarde :

Le candidat qui effectue une transmission électronique de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier. En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde doit être scellée et comporter la mention lisible « copie de sauvegarde ».

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres.

L'enveloppe contenant le rendu ou l'offre du candidat devra ainsi porter la mention :

« QCD de Fleury-Mérogis (91) – Conception et réalisation de travaux d'adaptation des installations de CVC-Plomberie à la géothermie – Ne pas ouvrir

COPIE DE SAUVEGARDE

NE PAS OUVRIR »

Elle devra ensuite :

- Soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à la Direction juridique et des marchés de l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- Soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

La copie de sauvegarde peut être remise électroniquement. Le cas échéant, en cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

La lettre recommandée électronique :

Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)

Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.ue)

Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

7.5 – Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

ARTICLE 8. DROIT D'EXPOSITION – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les candidats autorisent l'Etat et l'APIJ à communiquer à des tiers, à exposer et à reproduire librement, sur quelque support que ce soit, les esquisses, plans ou maquettes remis par les candidats dans le cadre de la présente consultation, sous réserve de la mention du nom des architectes qui les ont conçus.

L'ensemble des droits relatifs aux œuvres de l'esprit réalisées par les candidats dans le cadre de la présente consultation est cédé à la personne publique pour toute utilisation, représentation reproduction, transformation, par tout moyen et sur tout support, pour la durée légale des droits d'auteur et sur un territoire mondial.

ARTICLE 9 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1. Sa date d'embauche ;
2. Sa nationalité ;
3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires. En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fait son choix.

ARTICLE 10. APPROBATION DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

La remise par les candidats des offres selon les modalités prévues ci-dessus implique de leur part l'acceptation sans réserve ni condition des clauses du présent règlement de la consultation et de son ou ses annexes.